

CRÉDITS IMMOBILIERS

La bonification des taux d'intérêt : le flou

La bonification des taux d'intérêt sur les crédits immobiliers, prévue dans la loi de finances 2008, n'est pas encore effective sur le terrain, plus de huit mois après l'entrée en vigueur de cette loi.

Chérif Bennaceur-Alger (Le Soir)- En vigueur depuis plus de huit mois, la loi de finances 2008 a prévu une mesure incitative pour les fonctionnaires en quête de logement.

Cette incitation concerne la bonification des taux d'intérêts sur les crédits immobiliers. Dans son article 77, cette loi prévoit en effet que «le Trésor est autorisé à bonifier, à concurrence de 3% le taux applicable aux intérêts sur les prêts accordés par les banques aux fonctionnaires pour leur permettre d'acquérir un logement», en précisant que la bonification est une aide de l'Etat destinée à réduire le taux d'intérêt pour les emprunteurs.

Cette aide est versée directement à la banque prêteuse. La loi de finances 2008 avait prévu un montant de 300 milliards de DA d'aides financières, dont la bonification des taux d'intérêts.

Cette dernière est du ressort du Trésor public qui prend en charge ce bonus

et le verse à l'établissement de crédit. Toutefois, la loi de finances citée n'a pas été plus explicite quant au montant de la bonification ainsi que sur les modalités de son entrée en application. Sur le terrain, plusieurs demandeurs de crédits immobiliers attendent encore de bénéficier de cette mesure, d'autant qu'ils pâtissent de conditions d'octroi de prêts assez ardues.

Ces emprunteurs restent dans l'expectative. Voire, la loi de finances complémentaire pour 2008, entrée en vigueur depuis près de trois semaines et qui prévoit un montant similaire d'aides financières, n'a rien prévu.

A ce propos, certains demandeurs soulèvent un paradoxe : cette loi complémentaire a prévu une double taxation (1% sur le chiffre d'affaires annuel des concessionnaires automobiles et un droit de timbre sur les véhicules neufs).

Cette taxation est immédiatement entrée en vigueur alors qu'une mesu-

re incitative traîne à être appliquée plus de huit mois après son entrée en application ! Une situation qui soulève des questionnements.

La bonification est-elle entrée en vigueur par le biais d'un texte d'application ? Le Trésor public a-t-il mis en branle cette mesure ? Les banques ont-elles commencé à l'appliquer ? Pourquoi ce retard ? Des réticences existent-elles quant à cette mesure ?

A quand l'application que d'aucuns prévoyaient, à tort, pour la fin du mois de juillet écoulé ? Nos tentatives pour répondre à ces interrogations se sont avérées cependant vaines auprès de la Direction générale du Trésor, relevant du ministère des Finances, et dont les responsables habilités étaient indisponibles. La situation reste également incertaine

au niveau de certaines banques publiques dont la Banque de développement local (BDL) par exemple.

Au niveau de cet établissement, il semble que l'on ne soit pas au courant de cette mesure, au moins au niveau du réseau d'exploitation. Même si la BDL a déjà initié, indique-t-on, une série de bonifications pour certains crédits (les micro-crédits, le dispositif ANDI, l'accès au logement pour les retraités militaires...), et que cette banque envisage de passer des conventions avec des collectifs de particuliers pour l'octroi de crédits aidés.

On fait remarquer que l'aide publique à l'accès au logement (versée par le biais de la Caisse nationale du logement) représente en elle-même une forme de bonification.

C. B.

BDL

Les taux d'intérêt baisseront encore

La BDL devrait encore revoir ses taux d'intérêt à la baisse, d'ici la fin de l'année. C'est ce qu'on apprend auprès de cette banque qui pratique un taux de 5, 75 % et qui devrait diminuer d'un point.

C. B.

LA COORDINATION INTERSYNDICALE DE LA FONCTION PUBLIQUE AVERTIT

«La rentrée sociale sera houleuse»

La Coordination intersyndicale de la Fonction publique, dans un communiqué parvenu à notre rédaction, a tiré, encore une fois, la sonnette d'alarme concernant la situation vécue par les enseignants contractuels ayant initié un mouvement de protestation illimité.

La Coordination attire ainsi l'attention sur la situation sanitaire des grévistes après 36 jours de grève de la faim et condamne «la politique de fuite en avant adoptée par le ministère de l'Education nationale».

A cet effet, une réunion des membres de la Coordination, qui a eu lieu mardi, a abouti sur une série de recommandations axées notamment sur une mise en garde adressée au ministère de tutelle concernant «le mépris affiché envers les revendications légitimes des enseignants contractuels».

Les syndicalistes précisent, en outre, que le ministère sera inévitablement responsable d'une éventuelle dégradation de l'état de santé des grévistes. L'Intersyndicale dit aussi

condamner «le refus de la tutelle de la médiation de la Fédération des associations des parents d'élèves ainsi que les méthodes répressives utilisées contre les enseignants lors de leur rassemblement de protestation».

L'Intersyndicale annonce, par ailleurs, son total soutien aux revendications des enseignants et prédit «une rentrée sociale houleuse en raison de l'attitude adoptée par le ministère de tutelle.»

Synthèse F. Z. B.

A L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION LE SOUK
1 000 enfants malades à la plage de Club-des-Pins

Mille enfants malades profiteront le samedi 23 août prochain d'une sortie balnéaire sur la plage de Club-des-Pins (résidence d'Etat du Sahel). L'initiative revient à l'association Le Souk, le club scientifique de la faculté de médecine d'Alger.

Selon un communiqué rendu public à cet effet, il a été indiqué que «dans le cadre des actions "sourires aux enfants malades", l'association Le Souk organise, le samedi 23 août 2008, une sortie pour 1 000 enfants malades et en difficulté, des différents

services de pédiatrie des hôpitaux de la wilaya d'Alger et des centres spécialisés, sur la plage de Club-des-Pins.»

Selon la même source, la société EIIC (Emirates International Investment Company) parraine cette journée. Ainsi, il est prévu

dans le programme plusieurs activités (promenades en zodiac, jeux de plages, etc.), un déjeuner, deux collations, des animations ludiques de sensibilisation à la préservation de l'environnement et une remise de cadeaux pour tous les enfants.

R. N.

CE MONDE QUI BOUGE

Géorgie, le face-à-face Otan-Russie

Par Hassane Zerrouky



Bernard Guetta, chroniqueur à France Inter pour les questions internationales, et ancien correspondant du *Monde* à Moscou, que l'on ne peut soupçonner de parti-pris pro-russe écrit dans une tribune libre publiée par *Libération* à propos du conflit entre la Russie et la

Géorgie : «Dans ce conflit, le problème de fond est que, depuis qu'elle a rebâti un Etat, repris le contrôle de ses matières premières et rompu avec l'alignement diplomatique d'Eltsine sur les Etats-Unis, la Russie inquiète Washington et l'Europe centrale. L'Amérique craint que son ancien adversaire de la guerre froide ne redevienne un rival, fort de son immensité, de son pétrole et, donc, de sa capacité à peser sur les affaires du monde.» Bernard Guetta n'est pas le seul à penser qu'en lançant ses troupes à la reconquête de l'Ossétie du Sud, province intégrée à la Géorgie en 1920 par Staline dont les habitants demandent l'intégration à la Russie maintenant que l'URSS n'existe plus, le président géorgien Mikhaïl Saakachvili a provoqué une crise internationale de grande ampleur. Le chercheur et directeur de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, spécialiste du Caucase, Alain Joxe, pense de même.

Pour sa part, Hélène Carrère d'Encausse (spécialiste de la Russie et membre de l'Académie française) indique qu'à travers son intervention militaire, le chef d'Etat géorgien a cherché à «s'imposer aux Etats-Unis comme leur meilleur allié au Caucase, pour leur permettre d'éliminer la Russie» de «ses terrains traditionnels en Asie centrale et au Caucase». La volonté de la Géorgie d'adhérer à l'Otan a de fait attisé les tensions avec la Russie. Pour Moscou, l'installation d'une base de l'Otan à ses frontières sud dans une région regorgeant de pétrole et de gaz lui devenait insupportable.

Plus généralement, les Etats-Unis poursuivent dans cette région une stratégie qui s'inspire des thèses développées par l'ancien conseiller du président Carter, Zbigniew Brzezinski, à la fois de dépeçage de l'ex-URSS et d'encerclement de la Fédération de Russie, avec à terme l'implosion du pays de Pouchkine et Gorki, en trois entités indépendantes : une Russie européenne, une Russie caucasienne et une Russie asiatique englobant une grande partie de la Sibérie. Après avoir démembré l'ex-Yougoslavie, cassé l'unité de l'Irak (en voie d'implosion), mis au point un plan de remodelage du Moyen-Orient pour dessiner une nouvelle carte géopolitique, Washington avec le soutien de ses alliés poursuit les mêmes objectifs à l'égard de la Russie. Cette stratégie menée sous couvert de démocratie et de respect des droits de l'Homme n'est pas étrangère à la montée du nationalisme à fleur de peau de la Russie et nourrit l'autoritarisme du régime du président Medvedev envers son opposition. Tel est, en toile de fond, l'enjeu de cette crise qui se joue sous nos yeux.

Un moment, pressentant le danger, Nicolas Sarkozy, au nom de l'Union européenne, a réussi à faire cesser les hostilités en faisant accepter par les deux protagonistes un accord de paix en six points prévoyant, notamment, l'ouverture de discussions internationales sur le statut futur de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, les deux provinces séparatistes géorgiennes. Mais voilà, cet accord qui n'a pas satisfait Washington risque de voler en éclats. Mardi, à Bruxelles, à la demande des Etats-Unis, les chefs de la diplomatie des 26 pays membres de l'Otan ont adopté une déclaration confortant la Russie dans ses craintes d'encerclement. «La création par la Russie d'une nouvelle limite en Europe au-delà de laquelle on ne pourrait pas espérer un avenir transatlantique, est inacceptable.» Autrement dit, outre le soutien apporté par l'Otan à la Géorgie, la Russie est invitée à ne pas s'opposer à l'installation de bases militaires occidentales à ses frontières. Et de fait, le conflit russo-géorgien risque de glisser vers un face-à-face entre Moscou et l'Otan dangereux pour la paix.

H. Z.